Etats-Unis : une banlieue de Chicago mettra en place une taxe sur le haschich pour financer des réparations à destination des Noirs

05/12/2019 à 9h34



À Evanston, en Illinois, les fonctionnaires municipaux élaborent un plan pour l'équité raciale – en mettant l'accent sur le haschich.

Alors que l'Illinois se prépare à légaliser la marijuana à des fins récréatives, la banlieue de Chicago a voté pour taxer la vente de cannabis – qui devrait générer des centaines de milliers de dollars chaque année – pour financer des réparations fondées sur la race pour ses résidents noirs.

"Notre communauté a été endommagée à cause de la guerre contre la drogue et des condamnations pour possession de marijuana. C'est l'occasion de corriger cela ", a déclaré au Washington Post Robin Rue Simmons, un conseiller municipal noir qui représente le quartier historiquement noir Fifth Ward. **"Notre désavantage et notre discrimination ont continué bien au-delà de la fin des lois Jim Crow et sur l'esclavage."**

Le plan découle de l'idée que les Afro-Américains devraient bénéficier de façon disproportionnée de la vente de cannabis, a dit M. Simmons, parce qu'ils ont été touchés de façon disproportionnée par la répression de la marijuana – à l'échelle nationale et locale. Au cours des trois dernières années, près des trois quarts des personnes arrêtées pour possession de marijuana à Evanston étaient des Afro-Américains, selon les autorités municipales.
[…]

La ville est depuis longtemps considérée comme un pionnier local en matière d'équité et, en 2002, son conseil avait voté à l'unanimité en faveur d'une commission fédérale chargée d'étudier les réparations, qui avait été introduite au Congrès par le député John Conyers Jr (D-Mich.).

Depuis lors, il a également créé un directeur de l'équité et une commission sur l'équité et l'autonomisation et a adopté une résolution **s'engageant à mettre fin au racisme structurel**.
[…]

Mme Simmons a dit qu'elle voulait que les réparations prennent la forme de paiements directs aux résidents noirs, plutôt que d'une " autre politique de diversité " qui pourrait financer un programme ou payer un organisme tiers pour offrir un service.
[…]

The Washington Post